

BRUXELLES

EN MOUVEMENTS

Bimestriel,
Paraît 6 fois par an
Bureau de dépôt :
Bruxelles X
P 302402



PB-PP|B-01148
BELGIE(N) - BELGIQUE

PÉRIODIQUE ÉDITÉ PAR
INTER-ENVIRONNEMENT-BRUXELLES,
FÉDÉRATION DE COMITÉS DE QUARTIER
ET GROUPE D'HABITANTS

N°271 – JUILLET / AOÛT 2014

LIBRE

COMME UN



PIÉTON!

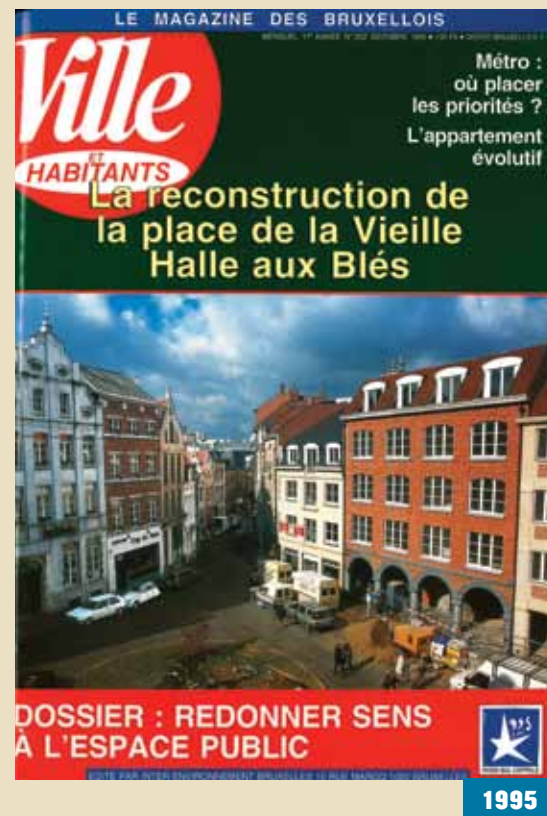




1990



1993



1995

LE PIÉTON, LE PIGEON, L'HABITANT ET LE VOYAGEUR

L'espace public physique, tel qu'il se manifeste dans l'aménagement de la ville et l'espace public mental, en tant que lieu du débat et de la participation à la vie politique de la Cité sont étroitement liés. L'un et l'autre sont traversés des mêmes tensions, l'un et l'autre voient entrer en jeu les mêmes acteurs. Ils s'influencent mutuellement. Lorsque l'espace public physique est à ce point fragmenté et spécialisé qu'il empêche la rencontre, il porte atteinte à l'espace public mental. Lorsque les habitants sont éloignés de la prise de décision ou sont tenus à l'écart des débats sur les aménagements de la ville, celle-ci s'appauvrit. Au fil de ce dossier, nous verrons que les formes urbaines qui s'en dégagent en disent long sur la place accordée à l'habitant dans la ville.

Nous touchons là le cœur d'IEB, sans doute sa raison d'être. Durant les années 1950 et 60, à l'apogée du modernisme, Bruxelles faisait table rase de ses espaces publics, les sacrifiant sur l'autel du progrès et de l'automobile. Tout obstacle

pouvant gêner la circulation ou entraver les flux était rasé. Ainsi disparaissaient à jamais les souvenirs de nombre de places, squares, monuments, arbres ou bâtiments exceptionnels. Peu à peu, Bruxelles s'est transformée en un désert d'asphalte et certains quartiers en espace monofonctionnel dont les habitants auront été méticuleusement chassés. Cette vision, imposée par l'Etat à sa capitale, a conduit à la révolte des habitants et à la naissance des comités de quartier. C'est bien en réaction à ce contexte qu'est née IEB.

Pas étonnant dès lors que la défense du cadre de vie et de l'habitat aient été parmi les principaux combats de notre fédération, au même titre que le droit pour les habitants d'être entendus dans les débats autour de l'aménagement de la ville. Avec l'avènement de la Région en 1989, Bruxelles était enfin en mesure de prendre en main son destin et de panser son tissu urbain. Assez rapidement, des politiques visant la revalorisation de l'espace public et de l'habitat

ont été mises sur pieds, mais avec les travers que l'on connaît : une nouvelle forme d'exclusion de ceux qui s'étaient trouvés une place dans cette ville en souffrance, mais dont on ne veut décidément pas, comme s'il fallait, au-delà du bâti et au-delà de l'espace public, « renouveler » aussi ses habitants.

Par le prisme apparemment innocent du piéton en ballade, nous nous sommes demandés si les espaces publics qui ont toujours structuré la ville autour des espaces communs sont encore à partager avec les habitants ou s'il s'agit vraiment de les remplacer par ceux qui ne font que passer, la carte de crédit en main et le billet d'avion en poche. Le pigeon, quant à lui, semble avoir résolu l'équation : animal urbain par excellence, il est libre et circule à sa guise. Il s'envole lorsqu'on le chasse, fait le tour de la place et se pose à peine plus loin, pour ensuite revenir si ça lui convient...

LE QUARTIER LÉOPOLD ET LA DÉAMBULATION DIVAGANTE DU PIÉTON INTERNATIONAL

THIERRY KUYKEN ET MARCO SCHMITT



Dans le Quartier Léopold, à l'occasion d'une manifestation de dockers en colère, un commissaire de police bruxellois avait affirmé avec soulagement, que ses hommes étaient installés en toute sécurité derrière les «douve» du Parlement européen en construction. Celui qui l'avait entendu, avait pensé que ce responsable des forces de l'ordre était parvenu en une seule et courte phrase à caractériser avec justesse le rapport à l'espace public des immeubles de l'Union européenne. C'est une affaire de décor : mise à distance, stratégies d'évitement, accès détournés, spécialisation des parcours, espaces publics de travers, emmarchements prolifères, rez-de-chaussée aveugles, chevaux de frise en attente, caméras, patrouilles, services de sécurité privés sur la voie publique et rues intérieures en douves protectrices des salons de velours, voilà le paysage semé d'embûches, d'obstacles et de barrières qui dénaturent chaque jour davantage et sans guère de subtilité l'espace public d'un Quartier Léopold en train de devenir européen. L'habit ferait donc le moine, l'espace physique de la ville, tel qu'il est pensé et utilisé, en dit plus qu'il ne faut sur le rapport des institutions politiques avec le citoyen qu'elles sont censées représenter. Mais faut-il encore s'en étonner ?

L'espace public n'est pas que «*Forma Urbis*»^[1] qui se matérialise dans les rues, les places et les parcs des villes que nous habitons encore. C'est aussi un espace de nature plus psychologique, celui où se construit notre rapport à l'autre. C'est d'ailleurs comme cela que l'entend la culture classique quand il s'agit de conceptualiser l'espace de la politique. La *πολιτεία* (*politeia*) allie justement la condition de citoyenneté au mode d'organisation de la cité. La question se pose : dans le quartier européen qui ne veut pas oublier qu'il s'appelait Léopold, qu'avons-nous à apprendre sur la qualité de l'espace politique lorsque nous l'observons par le prisme des espaces publics ? A Bruxelles comme ailleurs, que nous révèle sur nous même le paysage urbain qui s'offre à notre regard d'amoureux éconduit ? Sur la place de la Monnaie, comme dans la rue Marché aux Poulets, ou encore sur les boulevards du centre, quelle histoire collective nous raconte la forme que prend la ville à l'extérieur sur ce que nous sommes en train de devenir à l'intérieur ?

Dans la Grèce antique, l'appartenance au territoire conditionnait la participation à la décision politique. Aujourd'hui, au cœur de ce qui est devenu le quartier bruxellois ou s'élabore l'Europe en construction, il n'y a que peu d'habitants. Plus qu'ailleurs, c'est un quartier qui semble n'exister que dans l'instabilité de son chantier permanent et par le flux incessant de tous ceux qui traînent derrière eux leur valise cahotante. En privilégiant à tout va l'activité économique et le voyageur hagar, on finit par oublier ceux qui habitent encore leur ville, on les pousse dehors pour faire une meilleure place à ceux qui peuvent payer sans s'attarder. Comment réfléchir le territoire urbain s'il est de moins en moins habité et s'il habite de moins en moins aussi ceux qui ne font qu'y passer ?

Sur la rue de la Loi en train de devenir européenne, le Règlement Régional d'Urbanisme Zoné (RRUZ) prévoit de déstructurer l'espace public qui ne serait plus assez ouvert. Ce tout nouveau dispositif réglementaire s'appuie notamment sur les orientations du Plan de Développement International de Bruxelles (PDI), mais également sur les réponses à donner «en urgence» à la croissance démographique. Nos représentants politiques veulent que notre ville devienne plus attractive, plus dense et plus ouverte, mais au nom de quelle nécessité ? Celle des Bruxellois qui habitent encore leur territoire et qui sont habités par lui ? Celle d'un budget régional trop assujéti aux contingences extérieures à notre minuscule région ? Celle de promoteurs aux aguets, obsédés par la démesure de leurs ambitions à court terme ? Celle d'institutions politiques post-nationales qui s'imaginent en capitale selon un modèle dépassé et dangereux ?

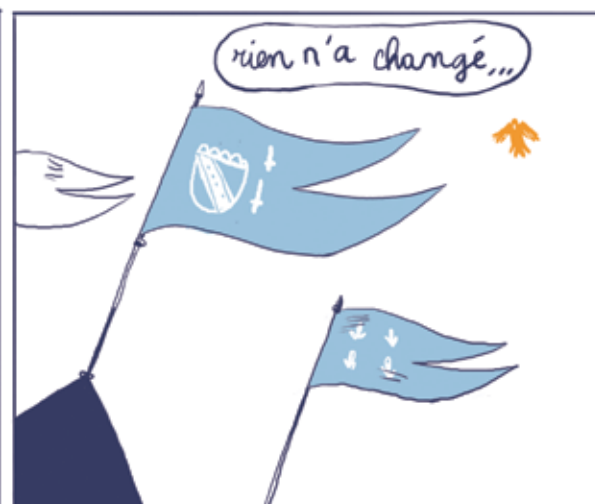
Un quartier inhabité, des rues surencombrées, un espace public envahi par les chantiers, un doublement des superficies de bureau et peut être quelques logements de luxe, les pieds dans la gadoue et la tête dans les étoiles... le RRUZ n'offre aucune solution à l'augmentation de la population dans les quartiers populaires de la ville, alors que c'est bien là que se concentrent les besoins les plus pressants en termes de logement. Les grands projets d'aménagement et les différents outils de planification que nos responsables politiques s'évertuent à mettre en œuvre n'offrent aucune

solution à la crise du logement et au manque d'équipements d'utilité publique. Tout semble indiquer que leur objectif est ailleurs, bien au-dessus de la tête de ceux qui habitent encore Bruxelles.

Au quartier Léopold comme sur les boulevards du centre, l'attractivité à l'extérieur se fait aux dépens des Bruxellois de l'intérieur. La spécialisation des usages comme la technicité croissante des procédures affaiblissent considérablement l'espace public en tant qu'espace appréhendé et partagé par tous. Les autoroutes urbaines de la rue de la Loi et de la rue Belliard, comme l'énorme espace piétonnier de l'esplanade du Parlement européen, sont des lieux de non rencontre, de non dialogue et de non convivialité, des lieux trop pleins ou trop vides dans lesquels on ne fait que passer, sans s'attarder. Tous ces chantiers en pagaille sont aussi une manière de dénaturer, privatiser et envahir un espace public devenu insaisissable, incompréhensible et inappropriable, que ce soit au niveau de l'espace physique en tant que tel, ou au niveau des représentations mentales que nous y projetons.

En attendant une fin de chantier inatteignable, l'espace public du quartier européen est devenu impraticable ; est-ce le cas de notre démocratie locale lorsqu'il s'agit de nous accorder sur l'aménagement de notre petit bout de territoire ? Est-ce le cas aussi lorsque nous envisageons de partager un avenir européen commun au-delà de notre petite région ? Ne nous méprenons pas, nous ne sommes pas une cité grecque de l'Antiquité, nous ne vivons plus non plus dans la capitale nationale d'un pays qui se cherche toujours. D'ailleurs, ne faudrait-il pas nous imaginer autrement à Bruxelles que dans le monumentalisme improbable et anachronique d'un XIX^e siècle colonialiste, militariste et nationaliste ? De corps social appauvri en voie de déterritorialisation à foule sentimentale entraînée dans la déambulation permanente, que sommes-nous donc en train de devenir ?

1. La «*Forma Urbis*» est une vaste carte de Rome en marbre fixée sur le mur du Forum de la Paix au début du 3^e siècle après J.-C. Elle avait probablement un usage administratif, mais elle manifestait aussi la grandeur de la cité.



NOUVEAU MARCHÉ AUX PIGEONS

Dans le centre historique, la Ville de Bruxelles s'attelle au réaménagement d'un grand nombre de voiries. Ici comme ailleurs, la chasse à la voiture n'est pas qu'une question de mobilité : elle influence directement le type de commerces et le prix des logements.

JÉRÔME MATAGNE



La rue du marché aux poulets se situe entre la Grand-Place et le boulevard Anspach, précisément à l'angle de la rue des Fripiers et de l'Église Saint-Nicolas. Elle se confond avec la myriade de strotjes dont les noms historiques se ressemblent mais, c'est sûr ! vous la connaissez car vous l'avez parcourue souvent. Vous y avez d'ailleurs probablement déjà fait une halte dans les arômes du torréfacteur Corica ou dans la pénombre du pub Celtica, c'est selon.

L'année passée, cette petite ruelle a changé de visage. Interdite aux voitures (et donc aussi au stationnement), ses pavés déchaussés et ses trottoirs étroits ont été remplacés par une étendue plane et sans obstacles de pavés lisses. L'espace public est propre et bien dégagé derrière les oreilles, aseptisé.

LIFTING DE FAÇADE

En moins d'un an, ce nouvel aménagement a déjà eu des effets sur les commerces. Avant les travaux, on comptait 24 magasins. En plus des deux cafés-institutions déjà cités, il y avait un hôtel, une grande chaîne de parapharmacie et une immense franchise de sandwiches. A part ça, ce n'étaient que de (toutes) petites boutiques : vêtements, chaussures, coiffeurs, snacks, agences de voyage. On y comptait aussi un vendeur de dürüm et un bar à chicha et, bien évidemment, un *night shop* ouvert jour et nuit. Mais la particularité de la rue c'était surtout les faux casinos et les bars de paris sportifs. Bref, c'était une rue de magasins populaires (entendez magasins pas chers et ordinaires).

Qu'est-ce qui a changé ? Les commerces les plus solides vont probablement perdurer et s'en porter fort bien. Toutefois, d'autres ont déjà fermé leurs portes. Deux petits magasins ont été remplacés par des bars « branchés » dont le tableau noir vintage vante – en anglais – le *smoothie* ou le *frappuccino*. Et, à l'heure d'écrire ces lignes, l'installation d'une gigantesque vitrine, sur près de la moitié du côté pair de la rue, a remplacé plusieurs boutiques et laisse présager l'implantation d'une multinationale du prêt-à-porter. Le genre de multinationale qui propose déjà 3 magasins

rue Neuve et habille du même modèle les clients du monde entier.

EFFETS EN PROFONDEUR

La réfection de la rue du marché aux poulets est inscrite dans un plan étendu qui, par tache d'huile, concerne tout le cœur historique : de la Monnaie à la rue du Midi ; de la gare Centrale à l'Îlot Saint-Géry. L'objectif avoué de la municipalité est quadruple : diminuer les nuisances automobiles ; augmenter l'attractivité touristique ; mettre en valeur le patrimoine historique ; faciliter la chalandise sur les axes commerciaux. À priori, c'est super, c'est parfait ! IEB, qui milite pour la mobilité sans voiture depuis plus de 40 ans, devrait applaudir de ses milliers de mains. Sauf que... Sauf que ces objectifs abstraits cachent la transformation concrète attendue par les pouvoirs publics : des commerces bien propres sur eux ; des cafés branchés ; des hôtels et des enseignes touristiques. Il s'agit de plaire aux touristes et aux gros portefeuilles, aux dépens des habitants et des usagers actuels de ces quartiers centraux, pas assez riches. Il s'agit d'évacuer les petits commerces populaires et les « *stam cafés* ».

Ailleurs en Europe et tout près en Belgique, de nombreuses villes ont transformé leur centre historique en vaste zone piétonne. Si le mécanisme de transformation n'est pas encadré et qu'on ne prétend agir que sur la mobilité, les conséquences sont partout les mêmes : les types de commerces et d'habitants mutent. Les commerces changent car le beau piétonnier attire des grands groupes d'investisseurs et des grandes enseignes commerciales qui remplacent les petits magasins spécialisés et les commerces de destination. Ces grands groupes imposent leur loi ainsi que leurs pratiques commerciales et managériales et nous ne pensons pas qu'ils offrent des conditions de travail plus favorables que les commerces familiaux. Parallèlement, les piétonniers attirent également davantage le secteur HORECA (mais, en l'occurrence, la Commune a officiellement bloqué toute modification de commerces existant en HORECA. Nous verrons...). Rapidement, ce nouvel environnement va entraîner une nouvelle dynamique sociale. Les loyers augmentent

et les familles quittent le quartier, remplacées par des groupes d'habitants dont le statut socio-économique est « plus élevé » : souvent des jeunes et des expats. La particularité bruxelloise est que les abords du centre-ville sont aujourd'hui habités par des ménages précarisés qui seront éjectés, relégués dans un quartier moins accessible et moins bien desservi en services divers.

Si ce n'est pas vraiment le but des responsables politiques, ils ne font en tout cas rien, rien du tout, pour l'empêcher. Au vu du nombre d'exemples vécus, ils ne peuvent pas être dupes des effets induits de leurs projets de « revitalisation » (comme si avant, ça ne vivait pas !), nous concluons donc qu'ils y sont favorables.

MIEUX QUE RIEN ?

Alors quoi ? Ne faut-il rien faire ? Bien sûr que si ! Et rendre le centre-ville aux piétons est une évidence. En effet, une étude réalisée par Espaces Mobilités en 2011 nous apprend qu'à la rue des Fripiers (juste à côté), 86% des clients se rendent en ville grâce à leurs pieds ou aux transports publics. Seuls 13% ne jurent que par la voiture et ils ne sont d'ailleurs que 8% à se plaindre des difficultés de stationnement. Un piétonnier semble donc plus que légitime... Toutefois, en faisant mine de ne se préoccuper que de mobilité et de voirie, afin de favoriser la mobilité douce ou planter de la verdure, c'est toute la nature d'un quartier et de ses habitants qui change. Pour éviter les effets pervers, c'est partout, dans tous les quartiers, et à l'occasion de chaque réfection de voirie qu'il faut implanter des piétonniers, des pistes cyclables et des espaces verts.

Améliorer la qualité de l'espace public peut être très positif... si l'on ne se focalise pas que sur l'espace public. Les responsables politiques disposent d'assez de leviers pour accompagner (ou contrebalancer) les effets de la rénovation urbaine. Il existe de nombreux mécanismes permettant de garder sous contrôle la composition des habitants et des commerces d'une ville : droit de préemption, contrôle des loyers, construction de logements sociaux, permis d'environnement, permis d'urbanisme, ...

D'ABORD, ON VIRE LES
VOITURES. **HOP!** QUE DES PIÉTONS.
NATURAL SPIRIT!!



PUIS ON FERTILISE POUR REDYNAMISER, RÉGÉNÉRER,
RÉNOVER, DENSIFIER, MIXIFIER, PAR LE HAUT BIEN SÛR!
AVEC DU LOGEMENT CONDO-PLAZA-LUXURY-DEVELOPMENT
COMME À NEW YORK. **BIG VILLAGE!!!**



AVEC CE PAQUET DE POGNON FAUT DES COMMERÇANTS QUI
ONT DU GOÛT ET DES ENSEIGNES COSMOPOLITES, ALTERMUNDIALISME,
FÉMINITÉ, LE DIMANCHE CHEZ MAMIE APRÈS LE MOMA.
AVEC UNE POINTE D'ARISTOCRATIE MAIS UN PEU FREAKS.



ET POUR FINIR ON BOMBARDE! **BOUM!** UNE PLUIE
DE SAVEURS MULTICULTURELLES **BAM!** ON VOUS
TAPAS-TACOS TOUT ÇA À COUP DE FRESH FOOD, DE
HANDMADE, DE LOCAL PRODUCT ET D'ÉPICERIE FINE **BING!**



MONSIEUR... JE PEUX VOUS DIRE
QU'APRÈS ÇA, IL N'Y AURA PLUS
DANS LE PÉRIMÈTRE QUE DES
RICHES, OU DES PIGEONS



PAS SÛR...



PLAISIRS DU VERT

Les choix qui sont posés pour l'aménagement d'un espace public ne sont pas neutres. Ils déterminent clairement les fonctions qui pourront y voir le jour et l'utilisation qui pourra en être faite.

PIET VAN MEERBEEK, BRAL



Une approche fort en vogue ces dernières années dans l'aménagement urbain, à Bruxelles comme ailleurs, est la réalisation d'espaces publics (semi)piétonniers, les plus ouverts possibles, donc sans aménagement trop spécifique, avec peu de mobilier urbain, pas trop d'arbres... L'objectif de cette approche est évident : laisser une grande flexibilité quant à l'utilisation de ces espaces. Mais, si on optait pour un aménagement plus contraignant, en acceptant de perdre une partie de cette flexibilité au profit de la réalisation de quelques fonctions spécifiques, telles des aires de jeux, la présence d'eau ou de verdure, ... cela offrirait aux usagers des fonctions qui, dans un aménagement ouvert, ne seraient pas présentes.

Ces fonctions ne sont pas sans importance, surtout celle de la nature en ville. Les recherches démontrent de manière frappante l'impact de la nature sur le fonctionnement humain^[1]. Un environnement verdoyant exerce une influence positive sur les affections cardiovasculaires, les douleurs de nuque et de dos, les problèmes neurologiques et de digestion. L'effet bénéfique de la nature sur le niveau de stress, les dépressions, l'espérance de vie, l'obésité... a été constaté à plusieurs reprises. La présence de vert a même un impact sur notre comportement, notre sentiment d'intégration sociale et d'appartenance. Une incidence directe sur le nombre de procès-verbaux dressés pour bagarres, agressions, vols et homicides a été constatée^[2].

Tous ces effets ne sont pas attribuables qu'au simple exercice physique ; selon une autre étude^[3], une demi-heure de promenade dans les bois serait deux fois plus bénéfique pour les patients diabétiques que trois heures de vélo ! De nombreux urbanistes et responsables politiques continuent à considérer la nature comme un simple élément décoratif et agréable de la ville. Comme quelque chose de joli, de sympathique mais pas d'essentiel. Ils se trompent ! Les scientifiques parlent même de « Vitamine V(erte) », qui serait aussi importante que les vitamines contenues dans les aliments^[4].

PARC ANSPACH

Si la ville de Bruxelles aménage les boulevards centraux dans le pentagone avec pas mal de vert, elle répondra à un besoin. Les quartiers du pentagone et de la première couronne souffrent en effet d'un grand manque d'espaces verts. Seuls 0 à 10% de la superficie des îlots y est occupée par de la végétation, contre une moyenne de 50 à 90% pour les quartiers de l'Est de la capitale. Il n'est donc pas surprenant qu'une étude réalisée pour Bruxelles Environnement montre que la population des quartiers centraux est très insatisfaite par l'offre en espaces verts^[5]. Un aménagement vert des boulevards pourra combler une partie de

cette lacune. Et comme il n'y a plus de réserves foncières au centre-ville (à part la friche de Tour & Taxis), l'espace public doit être considéré comme la seule grande opportunité qui nous reste (avec les toitures).

Ce choix n'est pas improbable. L'accord de majorité au début de cette législature prévoyait la plantation d'arbres et autres plantes dans l'espace public de manière systématique, dans chaque projet de réaménagement. Fin janvier, la Ville nous a communiqué que « *la végétation est un excellent moyen de structurer l'espace, en particulier dans un environnement piétonnier. (...) D'un point de vue végétal, ce nouvel espace piétonnier accueillerait des parterres et massifs fleuris dont l'aspect visuel change selon les saisons.* »

Par contre, d'autres signaux venant du collège de la Ville font écho d'un choix d'orientation vers un aménagement plutôt ouvert et minéral. Dans une communication de la Ville on peut lire que « *l'aménagement d'un vaste espace ouvert susceptible d'accueillir des événements et des manifestations de grande ampleur sera également étudié.* » Ce n'est pas du tout idiot, loin de là. On doit reconnaître que l'espace public dans une ville exerce plusieurs fonctions, entre autres accueillir des événements, et qu'il se doit donc d'avoir un aménagement multifonctionnel. Mais ce qui nous inquiète est que le palmarès de la Ville est loin d'être positif quand à la gestion et à l'organisation de ces grands événements. La pression de « Plaisirs d'Hiver » et *tutti quanti* sur l'habitat du centre-ville augmente d'année en année, au point de nuire grandement à la qualité de vie pour des riverains, et ce pendant une grande partie de l'année. Par ailleurs, lorsque le collège décide que les arbres ne pourront pas gêner l'organisation d'événements, il envoie un signe fort négatif quant à son engagement à veiller à un équilibre entre les fonctions et en particulier entre la fonction « événements » et les autres fonctions de l'espace public, y compris le vert.

On pourrait voir ce choix aussi comme le choix entre une vision qui laisse plein de possibilités qui sont essentiellement intéressantes pour les utilisateurs non-riverains (touristes, consommateurs, ...) et un aménagement qui crée en permanence une qualité d'habitat et de séjour et un bien-être pour la population locale. Effectivement, même si les touristes pourront aussi bénéficier de la présence du vert, le bénéfice le plus marquant sera pour les habitants des quartiers autour du boulevard qui n'ont pas accès à du vert dans les environs.

ET LES PRIX DES LOYERS ?

Il y a bien sûr une condition pour que ce soit les actuels habitants du centre-ville qui puissent bénéficier de l'impact positif de ce vert. Ils devront pouvoir faire face à la hausse plus que probable du prix des logements qui découlera du

réaménagement et de la verdurisation des espaces publics dans le quartier. Difficile néanmoins de savoir dans quel ordre de grandeur se situera cette augmentation ! C'est ce qui ressort de l'analyse des résultats de différentes études menées dans plusieurs pays et différents contextes. Elles montrent des résultats très fluctuants, allant d'une hausse de quelques pourcents à un peu plus de 20%^[6]. Par exemple : dans les quartiers défavorisés, la présence d'espaces verts entraîne une moindre hausse des prix que dans d'autres quartiers (!)^[7]. Evidemment, la forme ou la taille d'un espace vert ont aussi leur importance.

Le réaménagement en piétonnier des boulevards du centre entraînera de toute évidence une hausse des prix des loyers^[8]. Ce que nous posons comme question ici est : quel serait l'effet d'un aménagement orienté multifonction et événements sur les prix, puisqu'il exercera immanquablement un effet d'attractivité sur la zone depuis l'ensemble de la Région, voire au-delà, que ce soit en tant que simple usager consommateur d'espace public et de divertissements ou en tant que nouvel habitant à la recherche d'un cadre de vie animé ?

Quoiqu'il en soit, les pouvoirs publics se devront de combiner le réaménagement du boulevard Anspach avec une politique de logement volontariste. Ville et CPAS peuvent et doivent, en tant que propriétaires de nombreux immeubles du centre ville, contribuer à maintenir le prix des loyers aussi bas que possible, afin que demain, les habitants actuels puissent eux aussi profiter d'un réaménagement de qualité des boulevards du centre.

La publication « Impact social du vert urbain » sera bientôt disponible sur www.bralvzw.be.

1. Lisez entre autre : Kuo, 2010 : *Parks and Other Green Environments : Essential Components of a Healthy Human Habitat* ; Tzoulas, 2007 : *Promoting Ecosystem and Human Health in Urban Areas using Green Infrastructure : A Literature Review* ; Aertsens et al, 2012 : *Daarom groen ! Waarom u wilt bij groen in uw stad of gemeente*.

2. Kuo & Sullivan, 2001 : *Environment and Crime in the Inner City : Does Vegetation Reduce Crime ?*

3. Kuo, 2010 : *Parks and Other Green Environments : Essential Components of a Healthy Human Habitat*.

4. Maas J, 2008 : *Vitamin G : Green environments - Healthy environments*.

5. Rapport sur l'état de la nature en Région de Bruxelles-Capitale, septembre 2012, Bruxelles Environnement.

6. Voir entre autre Aertsens et al, 2012 : *Daarom groen ! Waarom u wilt bij groen in uw stad of gemeente*.

7. Donovan & Butry, 2011 : *The effect of urban trees on the rental price of single-family homes in Portland, Oregon*. In : *Urban Forestry & Urban Greening* 10 (2011) 163– 168.

8. Une étude menée au Michigan suite à un réaménagement semi-piéton a démontré une hausse de 5% des prix des loyers après un an et de 30% après 13 ans.

BRUXELLES, 2 AOÛT 2025



FABIENNE LOODTS

PLACE DE LA MONNAIE, MONEY, MONEY, MONEY ?

Le principe du pop-up consiste à surgir là où personne ne l'attend pour une période de courte durée. C'est la mode du moment. Elle a frappé place de la Monnaie, sous la forme d'un « pop-uprestaurant » de plus de 400 m² au sol, sur deux niveaux.

ISABELLE PAUTHIER, DIRECTRICE DE L'ARAU



Alors que le réaménagement récent visait à dégager la place de tout obstacle, voici le piéton contraint d'en contourner un, à la fois physiquement et en tentant de faire abstraction de sa raison d'être : la marchandisation de l'espace public.

LA VOLONTÉ DE LA VILLE DE BRUXELLES ÉTAIT CLAIRE : DÉGAGER LA PLACE DE LA MONNAIE DE TOUS LES OBSTACLES QUI L'ENCOMBRENT

La Ville de Bruxelles a déposé dès 2004 une demande de permis avec la « *volonté très claire de libérer la place de tous les éléments qui l'encombrent* ». Le premier projet ne faisait pas *tabula rasa* : il conservait la fontaine centrale et la quarantaine de platanes. Il tentait de corriger l'un des aspects les plus problématiques (la présence des trémies de parking contemporaines du complexe Monnaie). Ce projet fut contesté, principalement du fait de l'impact visuel d'un dispositif de hauts gradins qui contrariait la fluidité et la lisibilité des cheminements et des perspectives visuelles.

La Ville a donc décidé d'organiser une mise en concurrence, gagnée par le bureau d'études d'urbanistes et d'architectes MSA, et a déposé, en 2009, une nouvelle demande de permis défini ainsi : « *le projet libère l'espace public des éléments qui l'encombrent et projette la mise en œuvre d'un revêtement en pierre naturelle* ». C'est le projet qui a été inauguré en juin 2012. Le réaménagement est étendu à la rue Léopold, ce qui est une excellente chose. D'une rue de service envahie par les voitures, elle est devenue une esplanade agréable. Enfin, deux kiosques sont construits pour les concessions existantes aux extrémités de la place, sur le passage du flux piéton, entre la rue Neuve et la rue des Fripiers, et un vaste édicule remplace le carré de platanes.

Mais, en octobre 2013, l'actuelle majorité à la Ville de Bruxelles fait une sortie tonitruante : il s'agit maintenant de rendre la place « *plus conviviale* » en « *mettant l'accent sur la verdurisation et l'eau* ». Résultat : les deux kiosques sont démontés. D'où la surprise de l'usager, quand il voit sortir de terre, début mars 2014, cet amas de 12 containers, le pop-up restaurant, qui bloque les flux de circulation et les perspectives.

MIJN POP-UPRESTAURANT

Cette installation a surgi sans crier gare, la Ville estimant sans doute qu'une demande de permis et une enquête publique étaient superflues. Elle abritait le tournage d'une émission de télé réalité de la chaîne privée flamande VTM. Ces édicules commerciaux en tous genres ont une fâcheuse tendance à proliférer sur les espaces publics bruxellois. Ils tendent à s'ouvrir à certains *happy few*, en règle générale des consommateurs nantis (un repas dans la gargote en question coûtait 60 euros par personne), et rejettent certaines catégories de la population : sans doute la traduction politique du fameux mantra « Vivre ensemble » ? Que nous disent ces édicules commerciaux sur le monde contemporain ? Sinon qu'il est dominé par le consumérisme et sa fidèle épouse, la publicité ?

Ces phénomènes ont une seule et même cause : l'emprise de la marchandisation sur tous les aspects de la vie en société. La présence de ces édicules risque de se pérenniser : on dit depuis longtemps dans le monde de l'événementiel qu'à la Ville de Bruxelles un singe avec un chapeau obtient *illico presto* ce qu'il demande. On assiste ainsi à un détournement du caractère public de l'espace commun par un pseudo éphémère qui devient permanent. A la différence des stands installés *in tempore* sur des terrains vagues privés, ce restaurant est sis sur l'espace public, constituant un précédent qui banalise sa privatisation.

LA MARCHANDISATION DE L'ESPACE PUBLIC : UN EFFET PERVERS POSSIBLE DE LA PIÉTONISATION

La marchandisation est un corollaire possible de la piétonisation car le piéton entre et sort librement des magasins, sans son boulet, la voiture. La piétonisation tend ainsi à transformer le piéton en « *chaland* », c'est-à-dire en consommateur. En urbanisme, toute exclusion est nocive. Il ne faut pas passer d'un extrême (la confiscation de l'espace par la voiture) à l'autre (l'omniprésence du commerce), car l'exclusivité nuit aux autres fonctions et en premier lieu à l'habitat : nul ne veut vivre au-dessus d'un centre commercial.

LA VOCATION POLITIQUE DE L'ESPACE PUBLIC

La Ville tire des revenus de ces concessions, provisoires comme permanentes (les kiosques), bien entendu. Mais, au fond, là n'est pas la question. L'enjeu n'est pas non plus d'opposer les conceptions successives de l'aménagement des espaces publics car plusieurs types d'approches peuvent prendre en compte l'évolution des usages. L'enjeu est de s'interroger sur la vocation politique de l'espace public.

Les pouvoirs publics ont en effet la responsabilité de garantir l'usage sûr et désintéressé de l'espace public. Pour bien faire, il devrait être dégagé de toute publicité et sollicitations commerciales qui sont omniprésentes par ailleurs et n'ont pas à s'imposer à ceux qui ne le souhaitent pas ^[1]. L'espace public est un lieu d'expression et de manifestation, il revêt un rôle politique : celui de l'exercice d'une forme de citoyenneté permise par l'existence de ce lieu de rencontre, de dialogue et de confrontation. Voilà pourquoi toutes ces formes d'appropriations commerciales, de privatisation qui ne disent pas leur nom, d'exclusion, qui ne jugent pas utiles de respecter les procédures de demandes de permis nous révoltent et nous sont insupportables : elles confisquent un espace qui est voué à la libre déambulation et à la libre expression, en dehors de toute forme d'injonction commerciale. Les avancées démocratiques ne se gagnent pas dans les magasins mais sur les places publiques.

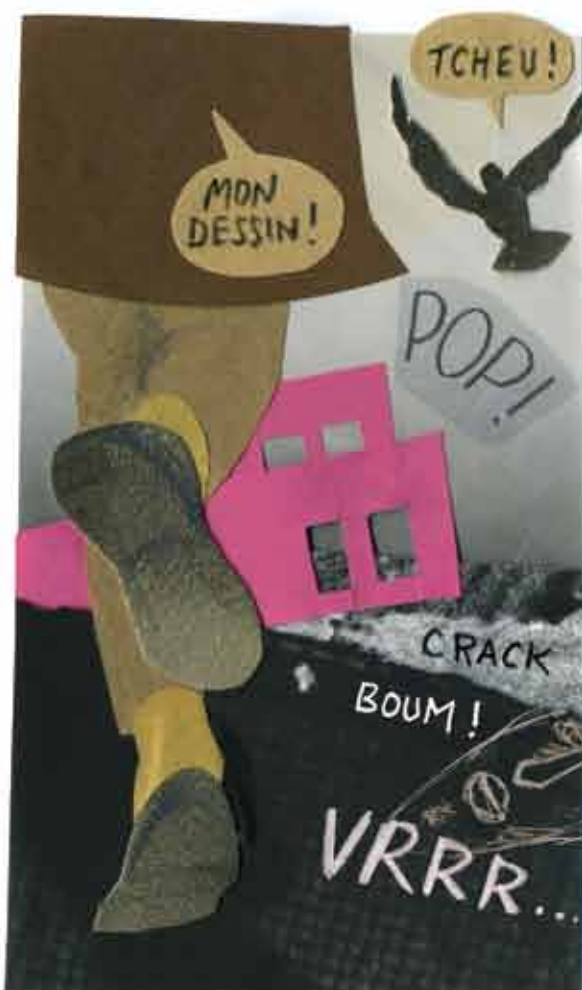
C'est pourquoi l'ARAU invite fermement les autorités de la Ville et de la Région à respecter, pour la place de la Monnaie comme pour tout espace public, les principes d'aménagement qu'elles se sont elles-mêmes fixés dès 2004 : dégager l'espace public des obstacles qui l'encombrent. Le monde de l'événementiel doit être soumis à des règles, il faut une enquête publique sur ces installations. L'ARAU invite de même les Bruxellois à faire respecter le caractère public de l'espace public : exigez les permis et les concertations *ad hoc* !

Version plus développée de ce texte sur www.arau.org

1. Nous ne visons pas ici les marchés hebdomadaires et autres activités ouvertes à tous mais bien les entreprises privées et réservées.



SOUDAIN... ET HOP!



COME ON JOSAPHAT !



Il y a au nord de notre ville-région une friche vierge de 25 hectares environ. Les quelques herbes qui la recouvrent en ce début d'été n'arrivent pas à voiler la page blanche de nos désirs urbains qui s'y projettent. Les pavés ont été enlevés depuis belle lurette, il reste donc la plage. Serait-ce une invitation à une révolution du XXI^e siècle ?

DOMINIQUE NALPAS, CO-FONDATEUR DE COMMONS JOSAPHAT ET DE L'APPEL À IDÉES

Des habitants de cette ville ont en tout cas décidé d'occuper virtuellement cette terre en y projetant le principe du commun pour sa fondation et d'agiter l'espace public en y faisant débat sur le devenir de la friche et sur la question des communs en lançant un Appel à idées.

La friche Josaphat est l'une des dernières réserves foncières de cette importance à Bruxelles. La Région est en passe de formuler pour ce bout de terre nue un projet d'avenir. Il est question de faire émerger là un nouveau quartier dont la programmation régionale prévoit la construction de 1800 logements, dont 45 % resteraient dans le giron du public et 55 % dans celui du privé. Sur cette part publique, 60 % seraient des logements sociaux. Nous ne discuterons pas ici du contenu de ce programme en tant que tel, pas plus que nous ne discuterons du schéma directeur. Nous espérons pouvoir y revenir dans de futures livraisons. Rappelons-nous toutefois qu'il y a peu, la Région proposait que les besoins d'extension des institutions européennes puissent utiliser cette friche qui possède l'avantage d'être traversée par une ligne de chemin de fer... Si Bruxelles lorgne pour beaucoup vers l'international, pour le coup, c'est l'Union qui a décliné l'offre, rendant la page à nouveau blanche.

S'il ne s'agit pas pour l'heure de parler de la programmation, évoquons ici dès lors les principes et le procès. Lors d'une récente brocante organisée dans le quartier de Terdelt qui jouxte le site, nous y avons tenu un stand pour présenter l'Appel à idées. A l'évidence aucun des riverains n'était au courant des projets régionaux pour ce qui va sûrement «impacter» leur vie. Voilà une bonne vieille habitude : certes, si l'information est publique, il s'agit surtout de ne pas trop communiquer car cela pourrait donner des idées. Voilà ce que semble signifier ce silence : comment s'y retrouverait-on si chacun commençait à donner son avis ? Après tout, en tant qu'acteurs publics, ils doivent se penser suffisamment outillés et entourés de suffisamment d'experts à leur service pour définir la ville de

demain. Nous, les citoyens, n'aurions plus qu'à dormir sur nos deux oreilles. Cette attitude reste une culture politique de fond, ne nous faisons pas trop d'idées à ce sujet.

Et bien justement, si, nous nous faisons des idées et notamment sur la possibilité de penser la production d'un morceau de ville sur d'autres bases que celles qui prévalent habituellement. Car il est une autre habitude dans laquelle les pouvoirs publics peuvent exceller. C'est la vente aux promoteurs des biens publics, notamment pour financer le logement social. Et cela, même si l'on doit se défaire du patrimoine collectif et que cela participe un peu plus à l'accaparement par le capital des biens qui pourraient être communs : *there is no alternative*. Selon cette vision, le social est contre le commun.

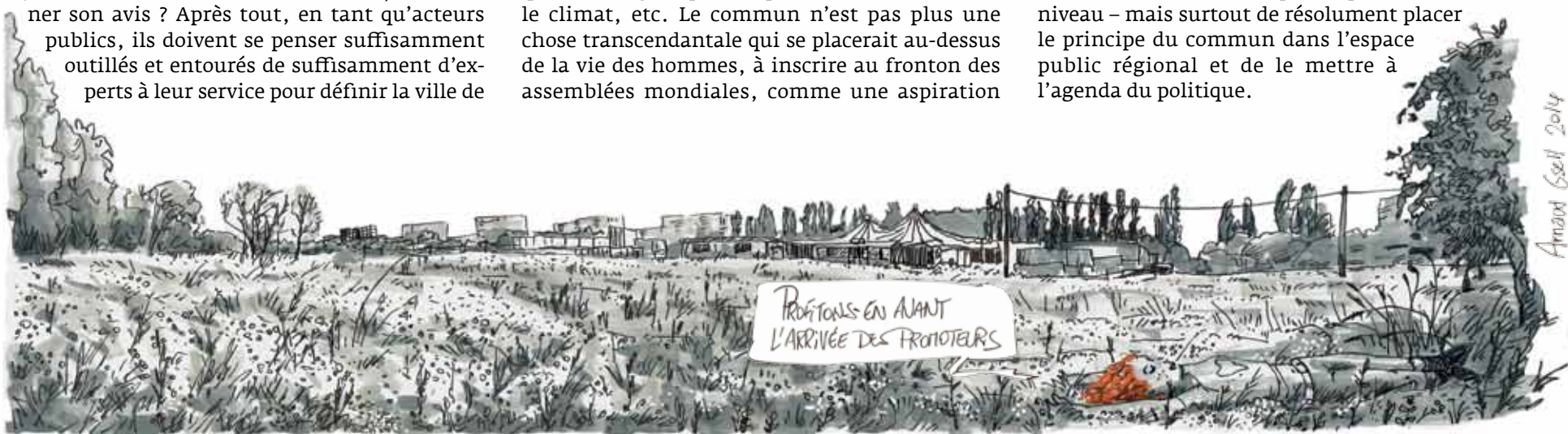
Nous ne pouvons pas nous résoudre à cette alternative infernale et nous nous sommes mis en tête au contraire que cette pratique de vendre au privé ce qui appartient à tous pouvait être dépassée. L'histoire n'est pas finie. Le sol de cette friche mise à nu, cette terre non recouverte de superstructures, cette surface lisse non encore parcellisée nous permet de penser de nouvelles fondations au quartier à venir. Fondons ce quartier, non pas sur la base de l'attraction des capitaux internationaux, mais sur le principe du commun avec ceux qui sont là. Avec un tel principe, ce n'est pas le droit de propriété qui prévaut, c'est le droit d'usage. Nous voulons poser cela comme une hypothèse tangible pour une situation concrète. Voyons ce qu'elle exige.

Qui dit droit d'usage, dit nécessairement gestion collective de ce droit d'usage. C'est une erreur que l'on fait autour de la notion des communs de s'intéresser essentiellement à la substance des choses, à voir dans les biens une essence qui aurait le caractère du commun, tel qu'on l'imagine parfois pour le sol, l'eau, l'air, le climat, etc. Le commun n'est pas plus une chose transcendante qui se placerait au-dessus de la vie des hommes, à inscrire au fronton des assemblées mondiales, comme une aspiration

placée dans le lointain. Le commun est un principe politique à priori, mais qui doit trouver, pour chaque situation abordée, l'issue pragmatique de son expression. Le commun est immanent, il est le produit de l'activité des hommes. On peut décider des choses à mettre en commun, on peut produire, gérer une ressource, émettre des idées en commun et penser la ville que nous voulons. Pourvu, ceci dit, que le commun se fasse avec le public le plus diversifié en proposant aux personnes que l'on n'appelle jamais pour ce type d'exercice d'y participer.

Avec l'appel à idées coopératif, nous n'appelons pas seulement à quelques idées générales et quelques beaux dessins qui pourraient représenter nos rêves, mais aussi à déterminer en quoi les idées qui sont proposées produisent le commun. Il s'agit de «designer» des objets – places publiques, rues, jardins, logements, salles collectives, le quartier, l'eau, etc. – qui rendent possibles leurs usages multiples et partageables, mais «non appropriables». Car il existe en effet des conditions techniques au commun. Par exemple, le nucléaire ne sera jamais une technologie du commun. Mais il s'agit également d'envisager les formes possibles des agencements humains qui permettront l'institution du commun pour ceux qui dans le futur seront amenés à user de ces objets et biens.

Ce qui est proposé avec l'appel à idées, c'est une occupation imaginaire de la friche – *Occupy Josaphat* pourrait-on dire ! Il s'agit de faire œuvre collective pour imaginer la ville de demain ou tout au moins d'en prendre pleinement conscience. C'est, dès lors, comme un vaste exercice pratique, telle une mise en condition culturelle : nous avons tellement perdu la capacité d'agir en commun ! Avec cet exercice, nous avons l'espoir, certes, d'influencer le futur du quartier – même si nous ne nous faisons pas trop d'illusions à ce niveau – mais surtout de résolument placer le principe du commun dans l'espace public régional et de le mettre à l'agenda du politique.





Arnold Gsell 2014

Tour Brunfaut : la vie en chantier

Le logement social est confronté à un problème de vide locatif de plus en plus important, tandis qu'une partie du parc immobilier des SISP est clairement insalubre. C'est la situation à laquelle est confrontée la tour Brunfaut. Il est donc grand temps d'agir, mais comment faire pour que ce ne soient pas les locataires qui trinquent ?

CLAIRE VERHAEREN, ASBL LA RUE

La question de la rénovation de la Tour Brunfaut avait déjà été abordée à l'occasion du dossier « Démolition-Reconstruction » du BEM paru en juillet-août 2013. L'article soulignait le bilan environnemental positif que constituera l'opération de réhabilitation de cet immeuble de logements sociaux, au regard d'une démolition-reconstruction qui est l'autre option possible. La particularité de ce chantier résidera toutefois dans le fait qu'une grande partie des habitants seront maintenus sur place durant les travaux. Au mieux en 2018, cet immeuble sera « métamorphosé ». Prouesse architecturale, technique et environnementale, l'opération constituerait une première en région bruxelloise par son ampleur. Toutefois, cette perspective positive ne doit pas éluder que vivre au 65 Brunfaut figure pour de longues années encore un bien plus grand défi humain dont nous souhaitons témoigner ici.

Le vécu des locataires

Depuis 2004, notre association développe un travail de proximité auprès des locataires de la tour ; demandeurs d'un soutien dans l'expression de leur vécu auprès de leur bailleur, la SISP ^[1] « Le Logement Molenbeekois », ainsi qu'auprès de la Commune, de la S.L.R.B. ^[2] et du Secrétaire d'Etat au Logement. À maintes reprises, nous avons observé et entendu l'impact négatif des conditions de logement sur la santé physique et psychique des

habitants, sur leur vie familiale, sociale et sur la vie de l'immeuble en général. Située en bordure du canal de Molenbeek-Saint-Jean et mise en location en 1967, la tour ne répond plus du tout aux normes actuelles de salubrité et de sécurité :

- Exiguïté des logements en deçà des standards actuels ;
- Sur-occupation des logements (41,79% en février 2013) ;
- Manque d'isolation acoustique « *on entend absolument tout ce que font nos voisins* » ;
- Absence d'isolation thermique. Froid en hiver et surchauffe en été jusqu'à des 40 degrés ;
- Odeurs nauséabondes de l'espace poubelle extérieur attenant à la tour vers les premiers étages ;
- Pannes régulières des ascenseurs obligeant la prise des escaliers à claire-voie et en colimaçon sur 16 niveaux ;
- Sentiment d'insécurité vu la dangerosité incendie (moins de 30 minutes de résistance au feu) et ce, malgré les mesures prises dont la pose récente d'un système d'alarme et la réparation des portes coupe-feu ;
- Un manque de contrôle social étant donné la configuration de la tour. Une insécurité qui se caractérise par des cambriolages (dont un avec violence tout récemment), du tapage et des sittings réguliers dans les escaliers de secours (consommation de drogues, seringues) ;
- Sentiment de honte, « *Je ne peux pas recevoir mes proches ici* » ;

- Et enfin, les cafards comme plus résistants spectateurs du quotidien.

À ces problématiques, s'ajoute une longue histoire de dialogue discontinu et compliqué avec le bailleur. Dans le chef des habitants, il y a comme une fracture émotionnelle d'impuissance, de crainte, voire de colère qui ressurgit systématiquement tant la réintégration d'un logement conforme leur semble inaccessible et lointaine. L'annonce officielle de la rénovation en septembre 2011 n'amointrit en rien le sentiment de la plupart de n'être pas ou pas suffisamment entendus dans leur vécu et leurs difficultés.

La participation face à l'attente ?

Pourtant, le cahier des charges de l'auteur de projet qui sera engagé pour la rénovation (et qui est en cours de désignation) intègre la participation des habitants. À ce titre, les multiples interpellations collectives des locataires avec le soutien de l'association depuis 10 ans ont permis de nourrir l'urgence du projet et de créer l'adhésion des acteurs-clés à étoffer la concertation. En effet, aux étapes initialement prévues au cahier des charges (dont 3 réunions collectives en amont du permis d'urbanisme et 2 en aval ainsi que des rencontres individuelles avec les locataires), la dynamique de participation comptera aussi :

- L'engagement d'un facilitateur de la maîtrise d'usage, en lien direct avec l'auteur de

projet, chargé d'organiser la concertation individuelle et collective auprès des locataires ;

- L'animation par celui-ci d'un comité d'accompagnement composé de représentants des locataires, du « Logement Molenbeekois », de la S.L.R.B., du Cabinet du Secrétaire d'Etat au Logement, de la Commune, de l'auteur de projet, de travailleurs sociaux de la S.A.S.L.S. et de l'asbl La Rue. Plusieurs fois par an et davantage selon l'actualité du projet, ce lieu devrait permettre aux locataires d'être informés et de questionner le déroulement de la rénovation ;
- L'organisation d'un groupe de travail co-animé par le facilitateur et l'asbl La Rue, l'intention étant de préparer les locataires à la maîtrise d'usage (atelier architectural, visite d'expériences similaires,...) et leur participation au comité d'accompagnement.

Dès lors, si les ingrédients semblent réunis pour une participation active des locataires à définir leur futur lieu de vie, pourquoi l'enthousiasme véhiculé publiquement autour de ce projet n'arrive pas à être partagé par ceux-ci ? Pourquoi certains d'entre eux vont jusqu'à douter de la réalité de l'opération ? À l'issue d'une réunion collective en janvier dernier, un locataire clôturait les propos de ses pairs par cette question « *d'ici la fin des travaux, comment survivre dans l'indignité* » ? Or, quelle réponse apporter à cette question si ce n'est l'attente.



Stéphanie Renard, une des premières locataires en 1968

Plus globalement, c'est bien sûr l'ensemble de la politique du logement en région bruxelloise qui doit être questionnée. Car quels autres choix ont véritablement les locataires ? Espoir d'une mutation dans un parc social déjà exsangue et saturé ? Quitter celui-ci pour s'exposer aux risques du privé ? Certains l'ont déjà fait. A noter que sur 97 ménages, la tour a déjà été vidée d'un tiers de ses occupants. Selon la SISF, la mutation supplémentaire d'un certain nombre de ménages sera encore nécessaire au démarrage du chantier. Ces ménages mutés auront le choix de revenir ou non au 65 à la fin des travaux. Mais alors que leur ancrage se construit déjà ailleurs, quel serait leur intérêt à participer à la concertation ?

Et pour « ceux qui restent », comment construire et partager le rêve d'un 65 exemplaire et convivial alors que la vie de famille s'organise aujourd'hui et pour longtemps encore autour de la seule table de salon et qu'« à la fin du chantier, nos enfants seront grands » témoigne une mère de famille ? Alors que l'intimité dans le logement ou entre appartements se retrouve réduite à quelques centimètres de parois ? Alors qu'en vain nous tentons de rassurer des personnes âgées devenues insomniaques à l'idée du choc d'un ou de plusieurs déménagements consécutifs à la rénovation en site occupé ? Sachant aussi qu'une rénovation en site occupé

engendrera inmanquablement son lot de nuisances que les occupants devront supporter et qui, dans la durée, ne feront qu'accroître le découragement, la lassitude et le désarroi déjà exprimés de longue date par de nombreux locataires. Enfin, malgré les mesures conservatoires prises au niveau de la dangerosité incendie, le risque d'un drame garde toute son actualité.

Dans ce contexte, comment ou faut-il persuader les habitants, bon gré mal gré, de leur intérêt à être acteurs de la concertation à venir ? Nous restons fermement convaincus de la nécessité de faire appel à « l'expertise de l'usager » comme condition *sine qua non* de réussite du projet. L'égale adhésion à cette idée de la part du maître d'ouvrage « Le Logement Molenbeekois » semble augurer d'une collaboration possible.

Toutefois, autant « La Rue » sera attentive à poursuivre son accompagnement et à préparer les habitants à cette concertation, autant nous pensons qu'il est malheureusement déjà trop tard pour que ce projet-ci fasse « exemple » en matière de participation, comme il aurait pu l'être. Or, il semble peu réaliste de faire du « rattrapage social » après coup.

Des pistes à explorer

D'une part, il nous paraît essentiel pour de futurs projets similaires que la participation et la concertation des locataires soient

intégrées en amont du projet de rénovation. Cela nécessiterait d'y consacrer les moyens adéquats. Par l'adoption de budgets spécifiques à cette dimension sociale, il s'agirait d'associer les locataires dès l'élaboration du cahier des charges, voire même à la sélection de l'auteur de projet.

Dès le démarrage, leur permettre d'être dans une logique de co-innovation, dans une perspective d'enrichissement mutuel, permettant au maître d'ouvrage d'ancrer son projet « là où la vie se passe » tel que le préconise le bailleur social français « Nantes Habitat » dans son « Guide sur la Maîtrise d'Usage » ; fruit de plusieurs expériences menées au sein de leur parc immobilier^[3]. Il s'agit, dès le départ, de « passer d'une relation de 'face à face' à une relation de 'côte à côte' avec les usagers. Comprendre ce qui est important pour les habitants de leur point de vue » porterait l'essence même de la maîtrise d'usage.

D'autre part, toujours en lien avec le volet participatif, il serait intéressant de prendre connaissance d'expériences porteuses menées ailleurs, y compris à l'étranger. De même, nous souhaitons proposer aux personnes du Brunfaut d'imaginer un outil permettant de faire remonter leur vécu sur la place publique et de le mettre en débat. Par exemple, un atelier vidéo pourrait aboutir à un outil de sensibilisation sur ces questions de l'habitat et de la participation. Non plus seulement en attente

d'avancées qui dépendent d'autres, cela leur permettrait d'être acteurs et auteurs de leurs propres messages.

Enfin, ce type de rénovation est complexe et implique beaucoup d'étapes successives depuis la définition du projet jusqu'à sa concrétisation ; chaque étape pouvant prendre du retard. Sans pour autant nuire à la qualité de la rénovation, ni mettre en danger la sécurité de ses occupants, quelles dispositions permettraient de réduire les délais dans un chantier de cette ampleur ? Vu l'insalubrité et la dangerosité de la tour Brunfaut, cette question garde toute son acuité.

Nous sommes demandeurs qu'une réflexion soit menée au niveau régional sur ces divers aspects. Il en va de l'intérêt de tous de veiller à humaniser ce type d'opération car la question n'est pas seulement celle du logement ; elle est aussi celle du lieu de vie avec tout ce que cela comporte d'intime.

La Rue asbl est une Association d'Education Permanente œuvrant dans les quartiers historiques de Molenbeek-Saint-Jean : www.larueasbl.be

1. Société Immobilière de Service Public.
2. Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale.
3. « Guide de la Maîtrise d'usage », Nantes Habitat, 2011, p. 13. : <http://www.nantes-habitat.fr/Media/Files/Fichiers-PDF/Guide-de-la-maitrise-d-usage>

Droit au but?

La coupe est pleine!



ORLANDO KINTERO

SOMMAIRE

40 ANS

pp. 2-3
L'évolution du discours d'IEB sur l'espace public.

DOSSIER PIÉTON ET ESPACE PUBLIC

pp. 4-13
L'aménagement de l'espace public en dit long sur la place qu'on laisse aux habitants dans une ville. Spécialisation, piétonisation, marchandisation... Analyse au travers de cinq cas concrets.

TOUR BRUNFAUT

pp. 14-15
Témoignage sur le vécu des habitants dans une tour en chantier.

Alors que la Coupe du monde bat son plein, que nul n'y échappe, que l'on soit un *aficionado* du foot ou un de ses sérieux détracteurs, le Conseil d'Etat vient de rendre un arrêt susceptible d'avoir des répercussions sur la désignation de la Belgique pour l'Euro 2020. Et oui, le foot, ce n'est pas qu'un sport populaire, des questions de gros sous, de traite des êtres humains (à quoi s'apparentent parfois les marchandages sur les joueurs), un nationalisme bruyant, des coups de klaxon toute la soirée ou des litres de bière engloutis devant son téléviseur, c'est aussi une question d'aménagement du territoire. Toute ville qui se veut « métropole » se doit d'être dotée d'un stade multi-fonctions de 60.000 places

avec services VIP. Aucune ressemblance avec notre bon vieux stade Roi Baudouin qui date des années 90, se combine avec une piste d'athlétisme prisée pour le Mémorial Van Damme, offre 50.000 places et a connu une rénovation de 60 millions d'euros il y a 15 ans...

En l'état, le Conseil d'Etat s'est contenté de suspendre l'exécution du marché en raison des motivations insuffisantes pour justifier la désignation de lauréat pour la phase 1 du projet Neo (construction d'un centre commercial et de logements). Mais s'il venait à l'annuler – à l'instar de ce qui vient de se passer pour le projet Uplace – cela aurait des répercussions par effet de domino sur la phase 2 (le centre de congrès) mais aussi sur le projet de nouveau stade. En effet, les délires de grandeur de nouveaux stades coûtent un os (315 millions

d'euros annoncés pour celui-ci) or un stade n'est pas rentable et nos décideurs, bien que décidant de postuler pour l'Euro 2020, ne veulent pas mettre un euro dans l'aventure. Le futur développeur se trouve, en conséquence, obligé de miser sur la construction du centre commercial – censé être rentable et financer par ailleurs le centre de congrès – et ce, même si le Sporting d'Anderlecht décidait d'y atterrir alors qu'il n'a pas renoncé à la rénovation du stade Constant Vanden Stock. Comprenez qui pourra....

Pendant ce temps là, nos Diables Rouges parquent sous le soleil du Brésil, 200.000 Brésiliens se demandent où ils vont loger, suite à leur expulsion de leur lieu de vie pour construire les infrastructures nécessaires à la Coupe du monde et la facture humaine du pays-hôte s'alourdit à 800 morts suite aux opérations de « nettoyage »^[1]. Ce à quoi, imperturbable, Michel Platini, président de l'UEFA, rétorque : « Faites un effort pendant au moins un mois avant de faire des éclats un peu sociaux, calmez-vous ! ». L'été sera chaud !

1. Collectif, *La Coupe est pleine ! Les désastres économiques et sociaux des grands événements sportifs*, CETIM, Genève, 2013.

Bruxelles en mouvements est un bimestriel édité par IEB, fédération des comités de quartier et groupes d'habitants. Ce journal est distribué dans une série de lieux bruxellois, mais vous pouvez également vous abonner pour le recevoir à domicile et par la même occasion soutenir notre démarche.

Abonnement annuel pour 6 numéros : 24 euros
Abonnement de soutien : 64 euros
Versement au compte
IBAN : BE33 2100-0902-0446
BIC : GEBABEBB

Consultez notre site pour voir la publication en ligne ainsi que la liste des lieux de dépôt : www.ieb.be

Coordination : Thierry Kuyken et Samy Hadji.
Collaborateurs : Sylvie Eyberg, Jérôme Matagne, Philippe Meersseman, Dalila Riffi, Marco Schmitt, Claire Scohier.
BD et Couverture : Arnaud Gsell, Monsieur Lou, Fabienne Loodts, Christian Picon et Barrack Rima.
Graphisme et Maquette : François Hubert et Elise Debouny.
Imprimerie : Delferrière. – 1, rue de l'Artisanat – 1400 Nivelles.
Éditeur responsable : Gwenaël Breës
Rue d'Edimbourg, 26 – 1050 Bruxelles

ieeb
inter-environnement
bruxelles

Rue d'Edimbourg, 26 – 1050 Bruxelles.
Tél.: 02 893 09 09 – E-mail: info@ieb.be

Organisme d'Éducation Permanente soutenu par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES